TICKET DES REPUBLICAINS.

POUR GOUVERNEUR,

J. B. DAWSON.

SENATEUR,

BERNARD MARIGNY.

REPRESENTANS,

B Z CANONGE — J J P MERCIER
H PEDESCLAUX — LOUIS ALLARD

POUR LE CONGRES,

Premier District—CHS. GAYARRE,

Troisième District—**J. WALKER.**

L'ABEILLE.

IMPRIME' ET PUBLIE', TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut une UNION soit conservée."

JEUDI MATIN, 12 JUIN 1834.

C'est avec plaisir que nous apprenons que M. A. W. Pitchor a consenti, après de vives sollicitations de la part des votans du 4ème district, à se laisser annoncer comme candidat à la place d'alderman de ce même district, en remplacement de M. J. Agnisse, démissionnaire; nous pouvons lui assurer d'avance, le succès le plus certain.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 12 juin.

C'est avec plaisir que nous annonçons au public que les travaux de la Banque du Commerce, pour fournir de l'eau à la ville, vont commencer. On doit jeter aujourd'hui la première charretée de terre pour élever une mont cule sur l'emplacement acheté au faubourg de l'Annonciation, où sera établi la machine. Cette cérémonie doit se faire avec pompe. Le gouverneur, le maire, les membres de la corporation et généralement toutes les autorités doivent y assister, et les vrais amis des améliorations de notre belle cité ne manqueront pas de s'y rendre, afin de contribuer par leur présence à donner à cette fête un air de solennité et d'importance.

Nous apprenons que la procession partira de l'Hôtel de Ville à 3 heures de l'après-midi, et qu'elle se fera en voiture et à cheval; et elle sera suivie d'une ordonnance de médecins, gères docteurs. La première charretée sera chargée par le maire, et sur l'invitation de ce dernier, M. Conrad prononcera un discours analogue à la reconnaissance.

Une partie des machines sont arrivées de Liverpool; elles sont à bord du William Brown, maintenant dans le bassin.

Depuis trois jours nous n'avons pas eu de pluie; les vents sont récents du nord, à l'exception de ceux de Nord-Est qui soufflent dans les dates vont jusqu'au 25. Rien de remarquable.

Le Conseil de Ville a tenu sa séance mardi dernier. On s'est occupé du chemin, mais le Conseil a décidé que la discussion aurait lieu à huis-clos. De cette manière on ne craint pas de scandale.

Nous ne savons dans quelle mesure ce qui a été décidé, viendra au temps actuel; si, dans l'avenir, il faut s'figurer du bon choix que l'on fera, par le temps qu'on mettra réfléchir à discuter sur cet objet, on pourrait être certain que jamais chemin plus convenable sous tous les rapports, ne sera trouvé. Mais quelle serait notre surprise, si le Conseil, après un si long travail, allait accoucher d'une souris!

Nous avons reçu nos journaux du Mexique jusqu'au 2 de ce mois; il y a eu quelques nouvelles insurrections dans l'Etat de Puebla et dans celui de Vera-Cruz, au sujet des mesures que le Congrès a adoptées pour la tolérance religieuse; nous nous proposons d'en rendre un compte détaillé.

Le Congrès de Tamaulipas vient de décider que dorénavant, la ville de Tampico, portera le nom de SANTA-ANNA de Tamaulipas.

AVIS AUX HABITANS DE LA NLLE-ORLEANS.

Les Aldermen et les Marguilliers prient les habitans de la Nouvelle-Orléans, de ne pas leur en vouloir, s'il n'ont pas depuis le 18 d'*avril dernier*, se procurer une terre pour y faire un cimetière; ils annoncent avec regret, au public, que malgré les grands efforts qu'ont faits les différents comités pour l'achat d'un emplacement, ils n'ont pu y réussir d'une manière *convenable*; ils invitent donc les *bons habitans* de la paroisse et de la ville à prendre encore patience jusqu'en 1839, époque à laquelle ils recevront une terre de cinquante arpens qui doit leur être envoyée par les *Comanches*, du Texas, à bord d'une douzaine de chaluns. En attendant, on nous prie de payer nos taxes d'une manière un peu plus exacte et d'enterrer dans nos cours jusqu'à l'époque ci-dessus mentionnée.

(Communiqué.)

Quelques personnes ayant mal interprété les égards de M. E. A. Blanc, relativement à un de ses locataires, dans la rue Bourbon entre Toulouse et St. Pierre, je les informe que M. A. Blanc a agi dans cette circonstance, non-seulement avec justice, mais avec toute la prudence, la philanthropie et la générosité possibles, et que si le renvoi du locataire a donné lieu à quelques observations, elles ont dû certainement être toutes à son avantage. Depuis quelque temps le susdit locataire avait fait naître des inquiétudes. Le maire donna ordre que le dit locataire serait renvoyé. Pareille mesure intervint de la part du juge Bermudez; en conséquence, le susdit locataire a quitté la maison. Il me semble donc que M. A. Blanc a agi avec prudence et *générosité*; car il a fait abandon de quatre mois de loyer, au profit de la cause publique et du malheureux locataire.

UN AMI.

A Mr. l'Editeur de l'Abeille.

Monsieur l'Editeur,

Oserai-je vous prier d'insérer dans votre journal les observations que j'ai l'honneur de vous transmettre, je désirerais qu'elles fussent publiées, parce qu'elles intéressent essentiellement mon ami, et peut-être si je ne m'abuse sont-elles de quelqu'utilité pour le public. Connaissant votre zèle éclairé et indépendant, quand il s'agit de la prospérité de la ville, c'est à vous que je m'adresse de préférence, parce que si vous jugez qu'ils ne conviennent pas de publier ces observations, elles vous procureront je crois des données que vous saurez faire servir à l'intérêt de la société.

Le voyer de la ville, toutes les fois qu'il en a l'occasion, se permet de blâmer les opérations des autres arpenteurs de cette ville et presque toujours pour des erreurs qui ne doivent pas être relevées à cause de leur peu d'importance, je pourrais citer plusieurs opérations de MM. d'Hémécourt, Zimpel et autres. Par exemple la direction de la ligne de démarcation entre la propriété Dousson et le faubourg Montreuil; la fixation des limites sur la batture à l'entrée du faubourg Delor, &c. Il semblerait à la manière dont Mr. Pilié signale ces erreurs que lui seul est infaillible, et en effet cherchez à le convaincre, il aura toujours raison. Quand on est si rigide envers les autres on contracte l'obligation de ne point faire de fautes, je ne dis pas involontaires ou d'inadvertance, ce serait injuste de l'exiger, mais de ces fautes que l'arpenteur qui sait son état doit éviter; et bien, je vais en citer de celles ci, commises par M. Pilié, non pas une, deux, cinq ou dix; mais cent, deux cents et plus, s'il est nécessaire; on ne voudra sans doute pas le croire, on criera à la calomnie, il est facile à toutes les personnes qui savent la trigonométrie de s'en assurer: tous les plans de M. Pilié qui présentent des divisions irrégulières et dont les dimensions non mesurées, pour être exactes doivent être déterminées par les calculs trigonométriques, tous ces plans, dis-je sont erronés. Je cite entr'autres, les plans de l'îlet renfermé par les rues du Canal, de la Commune, St. Charles et du Camp; l'îlet au dessus entre les rues de la Commune, du Canal, du Camp et Magasins, de l'îlet renfermé par les rues d'Amour, Mystérieuse, Bons Enfans, et St. Antoine, de l'îlet établi à la place du fort St. Charles, &c. Les différences ou erreurs que l'on y découvrira, par les données mêmes du voyer, sont de un pouce à un pied et demi et plus.

On va me dire sans doute que ces sortes de calculs sont longs et que les moyens du premier ingénieur de la ville sont trop précieux pour les employer à ces bagatelles.—D'abord si les devoirs de voyer exigent des connaissances plus étendues, on ne cesse ne peut être ignorance de sa part, j'en conviens. Cependant en sa qualité de citoyen à nécessaire, ayant droit par conséquent d'examiner si l'homme public remplit son mandat, ne serait-il permis d'examiner si le voyer a employé ces hautes connaissances nécessaires à l'ingénieur dans la confection des travaux de la ville; j'en vais les passer en revue très succinctement.

Je commencerai par les opérations de nivellement des eaux de la ville, la digue [illegible] correction des canaux nécessaires à cet objet, &c. Les pentes, les courbes, [illegible] qui n'est pas grande pour le résultat, tout prouve que l'ingénieur a pris de bien mauvais moyens, il y aurait à ce sujet beaucoup à dire et à démontrer de quatre pages ne suffiraient pas, mais il est convenu que la correction est encore plus bizarre de n'avoir pas apporté [illegible] à la Nlle. Orléans.

Je passe aux [illegible] ville, [illegible] levées en mauvais [illegible] Cette [illegible] levées [illegible] lecteur [illegible]

M. M[illegible]

CONSEIL DE VILLE.

Séance du 10 Juin 1834.

Mr. Colbertson se trouvant absent, Mr. Pédescleaux, a été désigné par le conseil pour le remplacer.

Mr. Pédescleaux au fauteuil.

Le procès verbal de la séance précédente est lue.

Le secrétaire donne lecture de la lettre suivante du Maire:

MAIRIE DE LA N. ORLEANS.

10 Juin 1834.

MM. le Président et les membres du Conseil de Ville,

J'ai l'honneur d'informer le Conseil que la cour suprême de cet Etat, a cassé le jugement rendu en Juillet dernier par la cour de paroisse et ville de la N. Orléans, en faveur de Mr. G Hubert, l'instance du *Quo Warrant* qu'il avait obtenu pour le faire réintégrer dans les fonctions de Syndic du 7me District.

Je transmets ci-joint au Conseil, copie du décret rendu par la cour suprême dans l'affaire des Maire, Aldermen et habitans de la N. Orléans entre Mr. L. Blanche et ses cautions.

Je transmets également au conseil une lettre de Mr. Le Breton D'Orgenoy, par laquelle il offre de vendre à la ville un emplacement pour faire un cimetière, cette lettre est accompagnée d'un plan, que je transmets ci-joint.

Je suis respectueusement, Messrs.

Votre obéissant serviteur.

(Signé) D. PRIEUR.

Sur la première partie de la lettre du maire, Mr. Schmidt fait motion que le maire ait autorisé à prendre toutes les mesures légales pour faire entrer dans les coffres de la corporation le montant de la somme qui lui a été accordée par le jugement de la cour suprême—adopté.

Mr. Schmidt fait motion que le conseil siége à huis-clos pour l'examen de la dernière partie de la lettre du maire—adopté.

Le conseil siége à huis-clos pendant l'espace d'une demi heure; après quoi les portes s'ouvrent, l'ordre du jour suivant est lu:

Le comité, auquel a été référée la pétition des habitans du nouveau faubourg Marigny, demandant l'incorporation des deux premiers îlets du dit faubourg, compris entre les rues des Champs Elisées, Urquhart, St Bernard et des Bons Enfans, rapporte:

Qu'après avoir examiné les lieux, il est d'opinion que la ville peut accorder aux pétitionnaires leur demande, attendu que les taxes qu'elle retirerait des propriétaires des terrains situés comme il est dit plus haut, seraient plus que suffisantes pour couvrir les dépenses qu'elle aurait à faire pour l'entretien des rues &c. En conséquence votre comité a l'honneur de vous présenter les résolutions suivantes:

1o. Résolu que toute cette partie du nouveau faubourg Marigny, comprise entre les rues des Champs Elisées, Urquhart, St. Bernard et des Bons-Enfans, est et demeure par le présent incorporée, et paiera les mêmes taxes et jouira des mêmes droits et privilèges que les habitans des autres parties incorporées.

E. MONTEGUT,
Président du Comité.
JOHN MACREADY.

Mr. Montégut demande l'adoption.

Mr. Schmidt propose un amendement conçu en ces termes "pourvu que toutes les ordonnances du conseil soient mises en vigueur dans le dit faubourg immédiatement après son incorporation.

Mr. Mercier dit: Je n'ai pas d'objection à faire à cet amendement quant au fond, mais il me semble que c'est établir un nouveau principe et cela inutilement, vu que les cours n'ont donné aucune décision contraire. Ce serait établir un principe faux, et avouer tacitement que nous n'avons pas le droit de mettre nos ordonnances en vigueur dans une partie de la ville sujette à notre juridiction. Ce serait dire que lorsqu'on incorpore une partie de la ville, cette partie aura le droit d'adopter ou de rejetter les ordonnances qu'elle voudra. On doit sentir que cela est ridicule. C'est comme si l'on nous disait que, lorsque le congrès des Etats-Unis a réuni les Florides à la Louisiane, les Florides n'étaient pas obligées d'obéir aux lois de cet Etat.

M. Schmidt dit: comme membre du barreau, je suis de la même opinion que ce membre du huitième district, mais il paraît qu'une cour de cette cité n'a pas pensé comme lui. On doit se rappeller qu'une de nos cours a décidé que, quoique le faubourg Lacourse payât taxe, il n'était pas dit que les ordonnances du conseil dussent y être observées. Nous n'avons pas de preuves que d'autres cours ne rendront pas de semblables jugements, et nous avons des preuves qu'une cour a déjà décidé de cette manière. Ainsi je crois que nous devons adopter cet amendement comme mesure de précaution. Si le membre du huitième district était depuis plus long-tems membre du conseil, il n'aurait pas fait cette objection.

La résolution principale est adoptée avec l'amendement.

On appelle l'ordre du jour suivant:

Résolu que le collecteur des droits des levées et sur les navires soit déchargé des devoirs qui lui sont imposés par l'ordonnance du 13 juin 1832, et que le maire soit requis de nommer avec le consentement du conseil, une personne à cet effet, qui recevra une somme de $—— payable par trimestre.

M. Pritchard demande ce rejet. L'appel nominal donne le résultat suivant: Pour l'affirmative M. Pritchard, Mc Cready, Schmidt et Mercier, pour la négative MM. Labatut, Montégut et Dixon.

M. Pédescleaux donne son vote d'alderman et de président pour la négative; la motion de M. Pritchard est en conséquence rejetée.

M. Dixon fait motion d'adopter la résolution.

M. Schmidt demande la lecture du rapport sur lequel est fondé cette résolution. Le rapport étant lu, M. Schmidt voulut faire quelques observations; M. Pédescleaux lui fit observer que la seule question soumise en ce moment était l'adoption de la résolution.

M. Montegut demandant que le blanc dans la résolution soit rempli par les mots mille piastres;

M. Pritchard dit: Je me lève pour empêcher de remplir le blanc par une somme aussi extravagante; [illegible] par cette place l'occupe depuis long-tems, j'étais présent à la dernière élection et je crois [illegible] trouvent les devoirs de cette place trop pénibles à remplir, pourquoi va-t-on demander de nouveau? Il n'avait pas besoin de se mettre sur les rangs. Je dois m'opposer à ce que l'on [illegible] à notre égard de la corporation; depuis quelques années on [illegible] de toutes les manières. Est-ce que les membres de ce conseil ne savent pas que cette ville est [illegible] que toutes les autres villes de l'Union, et cependant on veut encore augmenter ces taxes. Je répète que je m'oppose [illegible] augmentation de taxes. Je répète que je m'oppose [illegible] mais Schmidt a dit [illegible] fait [illegible] de mauvais de payer [illegible] Dans [illegible] donné l'augmentation [illegible] Ces devoirs ne peuvent pas [illegible] M. Pondevie, augmenter [illegible] le nombre de [illegible]

M. Dixon [illegible] Nouvelle [illegible] M. Montégut [illegible] Nouvelle [illegible] Chartres [illegible] semble [illegible] Conseil [illegible] Pondevie [illegible] Fernando [illegible]

M. Montegut fait motion que le maire soit autorisé à mettre à Gaspard Reynaud, une somme de $20 [illegible] montant d'un jugement obtenu contre lui par Thierry et Duquet.

M. Labatut fait motion que le maire fasse prier les directeurs de la compagnie du chemin à coulisse de Pontchartrain, de placer des personnes pour prévenir les accidents qui surviennent par les chars.

M. Schmidt s'oppose à cette motion, disant que si la vie des citoyens est en danger, nous devons prendre des mesures efficaces pour la conserver, et non prier la compagnie du chemin-à-coulisse, de faire telle ou telle chose.

M. Dixon donne lecture de la permission que le Conseil avait donnée à la dite compagnie d'établir un chemin à Coulisse dans cet endroit, et par laquelle le Conseil s'est réservé le droit de retirer la dite permission, si le cas le requiert. La motion principale est alors mise aux voix—Amendée, ainsi: "que le maire soit autorisé à requerir etc.—Adopté.

Le Conseil s'ajourne à samedi à 5 heures et demie.

AVIS.

J'avais remis au bureau de l'*Abeille* un *avis au public*, par lequel j'annonçais que je me proposais de recourir à la voie des tribunaux, afin de faire insérer dans les colonnes de cette gazette, aux frais de M. de L'Hoste, la pièce justificative que j'ai présentée, en forme de brochure, aux habitans de cette ville: cette pièce qui m'a valu la Daviclade, m'aurait suffi pour y répondre; mais vu que, ce morceau de poésie porte sa propre accusation, comme monument de monstruosité littéraire, où l'abbé de l'Hoste se donne lui-même en spectacle, sous les traits les plus hideux, j'ai retiré cet avis.

La conduite de cet abbé est indigne. Je n'ai entrepris de répondre à son agression que par la conviction où je suis et serai toujours que plus une provocation est basse et absurde, plus la riposte doit être vive, mais décente: je ne me suis point écarté de ce principe, nul n'oserait le contraire.

En deux mots voici les faits: M. l'Abbé de l'Hoste monte un collége, il fait dans ce but circuler un prospectus grève des fautes les plus grossières; on aurait pardonné au charlatanisme l'aveu public de sa capacité mendiante; mais ce qu'un homme décent et modeste, l'abbé de l'Hoste devait éviter, c'était l'injure personnelle, l'outrage fait au corps entier des instituteurs *de la classe de couleur*; son nom et ses agressions ultérieures valaient une réfutation, je la lui ai donnée, et n'ai eu recours qu'à l'arme du ridicule pour repousser ses grossières: il n'est pas sorti de ma plume aucune personnalité: ma justification a été décente et loyale: Le nom de M. l'abbé de l'Hoste n'a même pas figuré dans ma brochure qui n'a circulé qu'en ville; j'ai considéré que ce n'était qu'une affaire de localité. Aujourd'hui, il remue le ciel, la terre et l'onde pour assouvir sa vengeance; mais que veut-il de plus? contenir une discussion interminable? A quoi bon? Le public n'a-t-il pas apprécié la pièce de vers du 10 juin?

Pareille œuvre eût toute discussion.

A. DAVIEL.

JEUNE GARDE-A-CHEVAL,

Vous êtes prévenus que la compagnie montera à cheval dimanche, 15 du courant, à 5 heures précises du matin, et se réunira au lieu ordinaire du rendez vous; au domicile du capitaine. Equipement complet, veste bleue, pantalon blanc.

Par ordre du capitaine,

12 juin E. A. MICHEL, maréchal des logis chef.

UN des Traducteurs de l'ABEILLE propose de faire des traductions d'Espagnol et d'Anglais en Français, et de Français en Anglais, sous des conditions raisonnables. S'adresser au bureau de cette feuille. 10 juin

---

CHECKS payables à vue sur New-York ou Philadelphie, à vendre à la Banque du Commerce de la Nouvelle Orléans.

10 juin JOSEPH SAUL, caissier.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Brick Alexandre, Granados, Havane, Capitaine
Brick Napoléon, Feles, Hambourg, L. H. Gale
Goel Brazorie, Rawland, Matanzas, Capitaine

ARRIVES.

Bateau de remorque Natchez, ayant mis en mer le navire Helen Mar et le brick Lima—il a amené dans le port la barque anglaise Suffolk, le brick français d'Oromèze, le brick Sintira, et la goelette Criada et Dorchester. Il est parti de la passe du S. O. Lundi à dix heures du matin: le navire W. Brown était fortement échoué; une goel. en rivière. La goel. Mexicain et 8 ou 10 autres voiles étaient en dehors.

Goel Dorchester, Williams, de Tampico, avec 360,964 en espèces.

Goel La Criada, Godino, des Brasses de St. Jago, avec des espèces et du lest.

Brick Sintira, Mobbel, de Vera Cruz, sur lest.

Brick Oromaze, Andrae, de Muraille, avec un chargement

Navire Suffolk, M'Donald, de la Mobile.

Bateau à vapeur Ouachita, Crane, de Manchester.

Chambre du Commerce de la Nelle-Orléans.

COMITE' D'ARBITRAGE POUR LE MOIS DE JUIN:

Messrs. Nathl Cox, Messrs. James Carroll,
M. S. Cucullu, James Cuddy,
Wm. Clark, jr. R G L Depeyster,
M. Caruthers.

COMITE' D'APPELS:

M. Thos. Urquhart, *Président.*
Messrs. J. S. Peters, et J. B. Byrne, *Vice-Présidents*
Messrs. James Dick, A. Quertier
W. L. Hodge, A. Fisk,
H. C. Cammack, et W. Bogart.

Par ordre de la Chambre,

12 juin Chs. BRIGGS, secrétaire

THEATRE D'ORLEANS

JEUDI, 12 JUIN 1834.

LA FEMME DE L'AVOUE,

Comédie vaudeville en un acte, de Mélesville et Carmouche.—Cette pièce sera précédée de

LE ROSSIGNOL,

Grand opéra en un acte, musique de Lebrun,

Le spectacle sera terminé par

LA CARTE A PAYER,

Comédie vaudeville en un acte, de MM. Merle, Dupetit et Carmouche.

Bureau de la compagnie des Architectes de la Nouvelle-Orléans—Nouvelle-Orléans, 11 juin 1834.

AVIS—Les actionnaires de cette institution sont [illegible] que l'élection d'un directeur, en remplacement de M. M. J. Lacarde, absent, aura lieu à [illegible] à la direction, à la Presse à Cotton à Vapeur de [illegible] mercredi prochain, 18 du courant, depuis 9 heures [illegible] 2 heures après-midi. Par ordre de la direction

12 juin SOMMEREAU, [illegible]

PRE. LAFAYE, [illegible] Castel et Devaux marchands, [illegible] St. Pierre [illegible] ceux qui [illegible] de vous payer [illegible] 147, afin d'éviter les poursuites qui seront [illegible] ceux [illegible] payement de payer ou régler à l'amiable.

PRE. LAFAYE.

CANGSUES—Le soussigné offre à vendre [illegible] Sangsues de choix, venant d'arriver.

[illegible] A PEYCHAUD.

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par Phon. G. Duval, juge conseiller de la cour de cette [illegible] que demardi 24 juin 1834, à midi à la Pompe de Hewlett, consignataire des [illegible] tous droits et intérêts [illegible] M. Pondevie, appartenant [illegible] Conditions comptant.

12 juin E. BEAUREGARD, marshal.

ETAT DE LA LOUISIANE [illegible] paroisse, [illegible] Orléans—A [illegible] Test [illegible] ce présent [illegible] ce [illegible] Nouvelle-Orléans, ce 11 juin 1834.

[illegible]

ETAT DE LA LOUISIANE [illegible]

[illegible]

PAROISSE D'ORLEANS [illegible]

[illegible] A VENDRE [illegible] comptant.

12 juin WM. [illegible]

$10 DE RECOMPENSE.

EST parti marqué de cinq le soussigné, le nègre JULIEN, âgé d'environ 25 ans, mais largement épaissi, d'une large figure, grands yeux et ayant deux dents de devant cassées; il avait une chemise de coton et des pantalons blancs; il travaille dans la ville, il a été vu hier à la rue Bienville. Toute personne qui l'arrêtera et le ramènera chez le soussigné ou le mettra dans une prison de l'Etat, aura droit à la récompense ci-dessus.

12 juin—1 MANUEL MORENOS.

LE soussigné a l'honneur de prévenir le public que l'Hôtel du Lac (ci-devant hotel Pilié) est à présent ouvert.

Il prendra avec les personnes qui désireront y passer quelque temps, les arrangements les plus convenables.

Les personnes qui voudront avoir des repas particuliers sont priées d'en donner avis d'avance.

Il sera servi un dîner public tous les dimanches.

Les prix seront les mêmes que dans l'ancien établissement.

Le soussigné fera tous ses efforts pour satisfaire les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

7 juin—1m C. LAVAUD.

Wm. Dye vs. Samuel Perrault.

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par Thos. P. F Smith, juge conseiller de la cour de cette, j'exposerai en vente publique, le mardi, 24 juin 1834, à 5 heures P. M. rue Condé, No. 41, 3 matelats, 4 chaises, 3 paelles &c., saisis dans cette affaire.

Conditions: comptant.

11 juin B BEAUREGARD, marshal

J. Laurel vs. Mlle. Bod.

EN vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par Phon. Wm. Grivot, juge conseiller de la cour de cette, j'exposerai en vente publique, le mardi 24 juin 1834, à 5 heures p. m., au magasin de M. J. G. Stevenson, rue du Camp, No. 94, 15 barils de whiskey, saisis dans cette affaire. Conditions: comptant.

11 juin B. BEAUREGARD, marshal

AVIS—Le soussigné, successeur de feu Branch W. Miller, notaire public, a ouvert son notariat dans la Nouvelle maison de gradit de M. Banks, rue du Canal, à côté de la Banque d'Orléans. HILARY B. CENAS,

10 juin—4 notaire public.

---

100 CAISSES vieux Vin de St. Julien; 50 caisses do do Hochheimer; 20 caisses do do Geisenheimer, 40 do. do. Hermitage, blanc; 10 barriques vieux Vin de St. Julien; 25 Chapeaux castor et de soie; 2 do. Parasols et Parapluies; 1 do. Chapeaux de paille pour hommes, à vendre chez CASEAUX & BIJOUTAT,

10 juin 1 rue Royale, No. 103.

FARINE—390 barils débarquant du bateau à vapeur Kenturkian, et à vendre par

TOURNE & BECKWITH,

3 juin 28 & 29, Nouvelle-Levée.

VIN DE BORDEAUX—20 caisses de Château Margaux; 16 do. de Cognac, 20 do. de St. Estèphe; 20 do. de St. Julien, à présent en débarquement et à vendre par

HARRISON, BROWN & Co,

29 mai rue Royale, No. 147

POUR MANDEVILLE & LEWISBURG

Le bateau à vapeur DELTA, capitaine Sheridan, partira de Kailfond pour les endroits ci-dessus trois fois par semaine, les dimanches, mardis et vendredis à 8 heures du matin.

12 juin

POUR MADISONVILLE & COVINGTON.

Le bateau à vapeur BLACK HAWK, capitaine Hoffman, partira du chemin à coulisses, les lundis, mardis, mercredis et vendredis de chaque semaine, à midi, et reviendra les jours suivants, c'est-à-dire qu'il partira de Covington for, la Voie de Madisonville les mardis, jeudis et samedis à 6 heures du matin. Pour plus amples détails adresser vous au capitaine à bord, ou à

10 juin—1 BAGLEY & MERRITT,
No. 27, rue du Camp.
WM. BAGLEY, président.

DIRECTEMENT POUR MADISONVILLE.

Le bateau à vapeur BLACK HAWK, capitaine Hoffman, partira du chemin à coulisse tous les dimanches jusqu'à nouvel ordre, à 8 heures et demie du matin, et reviendra le même jour, il partira de Madisonville à 4 heures de l'après-midi. Les passagers qui voudraient traverser le lac, auront à secrendre du chemin à coulisse, par les chars de 8 heures; adressez vous au capitaine à bord, ou à

BAGLEY & MERRITT,

10 juin—6 No. 27, rue du Camp.

POUR LOUISVILLE.

Le beau bateau à vapeur LOUISIANA, capt. Huddleston, ayant une partie de son chargement à bord, et partira sous peu. Pour balance du fret ou passage, ayant de beaux emménagemens dans la chambre ou sur le pont, s'adresser à bord, ou à

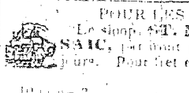
TOURNE & BECKWITH,

9 juin 28 et 29, Nouvelle-Levée.

A FRETER—La goelette line voyère DORCHESTER, capitaine Williams, du port d'environ 90 tonneaux. S'adresser à

12 juin M & C CUCULLU, LAPEYRE & Co.

POUR LES ATTAKAPAS.



Le sloop ST. MARK, et la goelette PASSAIC, [illegible] pour le dit endroit sous peu de jours. Pour fret et passage, s'adresser à

J. LAROSE,

10 juin—2 rue Dumaine, No. 79.

AVIS AU PUBLIC—Les créanciers d'Antoine [illegible], [illegible] sont priés de s'assembler au premier étage de la Bourse d'Hewlett, [illegible] 12 du courant, à 7 heures [illegible] une affaire importante.

11 juin—1

AVIS [illegible] de M. Antoine Fouché [illegible] HA [illegible] ci-devant [illegible] de M. Jules Nasses, [illegible] même [illegible] 14 du courant, à 4 heures [illegible] de l'après-midi, [illegible] de la Comédie, pour [illegible] d'intérêt.

[illegible] JULES [illegible]

11 juin—2 [illegible] rue des Arts [illegible]

GARGAISON [illegible] navire Asiatique, capitaine Brest, venant de Marseille, à vendre par le soussigné; 5 à 6 barriques Vin rouge, Marcaux, Ponset, Fobre; 10 barils Vin imitation Madère;

300 [illegible] Vin Muscat;

670 paniers Huile d'Olive, bouteilles de 3 l'once;

125 [illegible] Saussons assortis; 500 Chaînes Aulx;

[illegible] barils [illegible] Nantz des Noix;

36 [illegible] Bonnets rouges.

10 [illegible] Liqueurs assorties.

E. L. BERNARD,

11 [illegible] rue Royale, No. 107.

[illegible] Société [illegible] Fusilier [illegible] dissoute d'un commun accord [illegible] la liquidation des affaires de la dite société.

[illegible] Orléans, ce 11 juin 1834.

EMILE DOUMENIC,
FERDS FUSELIER.

[illegible] prévient le public qu'il [illegible] sera plus [illegible] personne que par acte notarié. Il prévient [illegible] les [illegible] requisitions, il est [illegible] plus [illegible] aucun check, qu'il [illegible]

[illegible] ST FERNANDEZ.

[illegible] du [illegible] Bonvouloir, Havre et à [illegible] Sur [illegible] conditions [illegible] FAUCALLT

[illegible]

COUR DES PREUVES

[illegible]

$10 DE RECOMPENSE.

LE nègre MILO, [illegible] de chez le soussigné, [illegible] ans, [illegible] pouces, âgé d'environ 22 ans, fort et vigoureux, et parle hardiment dans la conversation, dit [illegible] a coupé [illegible] La récompense ci-dessus ou [illegible] toute information à son sujet, sera reçue avec reconnaissance par le soussigné. JOSEPH GONTZ.

Rue St. Pierre, entre les rues Chartres et Levée.

11 juin—7

CHARLES F. ZIMPEL,

Depuis Arpenteur-Général de l'Etat de la Louisiane,

A L'HONNEUR de prévenir le public qu'il a établi son bureau à [illegible] place [illegible] [illegible] [illegible]